



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Politique agricole

Question au Gouvernement n° 1347

Texte de la question

POLITIQUE AGRICOLE

Mme la présidente . La parole est à M. Patrice Martin.

M. Patrice Martin . Le Salon de l'agriculture vient de commencer et, comme chaque année, le président de la République et l'ensemble de la Macronie y parodent, promettent et mettent en scène un pseudo-soutien au monde agricole. (*Exclamations sur les bancs du groupe EPR.*) Pourtant, derrière les discours, les agriculteurs voient surtout une longue liste de décisions, de renoncements et de contradictions allant à l'encontre de leurs intérêts.

Vous parlez de protection, mais vous n'agissez pas sur la rémunération agricole et laissez avancer des accords de libre-échange qui exposent des filières à une concurrence déloyale. Vous parlez de souveraineté, mais vous laissez perdurer une politique où les agriculteurs français subissent davantage de contraintes, pendant que leurs concurrents, dont nous importons les produits, ne jouent pas avec les mêmes règles. Vous parlez de simplification mais, sur le terrain, les producteurs voient surtout des normes instables, des annonces sans effet immédiat et des arbitrages repoussés.

Vous faites des promesses, mais opérez une nouvelle trahison. Vous avez annoncé la suspension par la Commission européenne du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières sur les engrais. Il n'en est rien : elle est soumise à l'approbation d'un texte coincé dans les arcanes du Parlement européen, que les groupes de gauche, les macronistes et le PPE des LR ne veulent pas voter. La ministre de l'agriculture s'est réjouie de cette suspension, alors que, samedi, Emmanuel Macron a publiquement annoncé devant les céréaliers que le MACF s'appliquerait finalement comme prévu.

Voilà votre méthode : écouter, annoncer, promettre, faire preuve de bons sentiments, puis temporiser, endormir, tromper et, enfin, trahir. Une trahison en cache une autre : vous reportez l'examen du projet de loi d'urgence, pourtant présenté comme indispensable par le premier ministre, alors que le monde agricole attend des actes immédiats et non l'annonce d'un calendrier politique qui vous arrange.

Ma question est donc simple :...

M. François Hollande . Avec vous, c'est toujours simple !

M. Patrice Martincombien de promesses oubliées, contredites ou dilatoires, de protections introuvables et de reports manifestes faudra-t-il encore avant que vous cessiez de sacrifier l'agriculture française à votre communication ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

M. Jérôme Guedj . C'est un festival ! Il n'a jamais eu une telle exposition !

M. Laurent Panifous, *ministre délégué chargé des relations avec le Parlement* . Pardon de m'inscrire en faux, monsieur Martin !

M. Aurélien Rousseau . Ne vous excusez pas !

M. Laurent Panifous, *ministre délégué* . Le gouvernement entend et voit la crise agricole, à laquelle il répondra de manière très concrète. Elle ne date pas de juin dernier ou de 2024, elle est bien plus ancienne. Elle résulte de l'accumulation de difficultés économiques, sanitaires et climatiques. Notre pays doit-il se préoccuper de la souveraineté alimentaire et de la dignité de celles et ceux qui nous nourrissent tous les jours ? Oui, bien sûr ! Est-ce que nous essayons de traiter certains problèmes par la loi d'urgence agricole ? La réponse est également oui – et c'est sans compter le volet réglementaire de notre action.

L'Ariégeois que je suis (« Oh là là ! » *sur les bancs du groupe RN*), qui a subi de plein fouet la crise de la dermatose nodulaire contagieuse en étant aux côtés des agriculteurs,...

M. Romain Baubry . Bravo, bien géré...

M. Laurent Panifous, *ministre délégué*vous le dit dans les yeux : le gouvernement dont je fais partie accompagnera les agriculteurs et fera en sorte que la souveraineté alimentaire devienne une réalité dans les années à venir – ceux qui nous succéderont y aideront. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR. – Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

Mme Michèle Martinez . Allez ! Au revoir !

M. Laurent Panifous, *ministre délégué* . Contrairement à ce que vous avez dit, le gouvernement est mobilisé à propos du MACF. Il est d'ailleurs parvenu à faire baisser son surcoût moyen de 24 à 10 % pour trois ans à partir du 1er janvier, grâce à une révision du calcul de la taxe que vous n'avez pas évoquée. Je sais toutefois bien qu'il faut aller plus loin. Notre objectif est d'obtenir une neutralisation pure et simple de l'effet de la MACF sur le prix des engrais. La Commission s'est engagée à y arriver, les modalités pour y parvenir sont en cours d'élaboration et il me surprendrait que le commissaire chargé de l'agriculture, qui sera présent au salon demain, y vienne sans solution.

Mme la présidente . La parole est à M. Patrice Martin, pour deux secondes restantes...

M. Patrice Martin . Pas de blabla, des résultats ! Monsieur le ministre, répondez vite ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Patrice Martin](#)

Circonscription : Seine-Maritime (6^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1347

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 février 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 février 2026